

Les élections nationales suscitent d'espoir malgré la détérioration des moyens d'existence agricoles

MESSAGES CLÉS

- Une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) alimentaire continue d'affecter environ 600 000 personnes en février, dont 435 000 sont déplacées. La plupart sont de personnes déplacées avec des familles hôtes dans les préfectures du Sud-Ouest, du Centre et du Nord-Ouest malgré les élections présidentielles et législatives organisées en février 2016. Ce niveau d'insécurité alimentaire persistera au moins jusqu'au septembre à cause de la profonde dégradation des moyens d'existence des populations et le faible stock alimentaire des ménages pauvres.
- Selon les résultats provisoires de l'évaluation de la production vivrière menée par la FAO, la production alimentaire 2015 a connu une baisse d'environ 58 pour cent par rapport à la situation sans crise sécuritaire en 2013 et se situe au même niveau que celle de 2014. Cette baisse de production affecte le 75 pour cent de la population qui est dépendent sur l'agriculture qui ont eu une baisse de revenus tirés de la vente des produits agricoles et du travail de main d'œuvre agricole.
- Selon les résultats du suivi des marchés par la FAO, les prix du maïs et du manioc, les aliments de base, ont chuté sur le marché de Bangui. Ces prix se situent au même niveau que ceux d'avant la crise sécuritaire suite à une baisse de demande due aux difficultés des échanges internes et de l'exportation. Toutefois, les prix de la viande de bœuf et du poisson ont plus que doublé par rapport à leur niveau avant la crise suite à une faible offre lié aux pillages sur les animaux.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés de février à mai 2016 (gauche) et juin à septembre 2016 (droite)



Niveau maximum estimé de l'insécurité alimentaire dans des zones d'intérêt significatives selon les tableaux de référence de [l'IPC 2.0](#) :

- Phase 1 : Minime
- Phase 2 : Stress
- Phase 3 + : Crise ou plus
- Sévérité atténué par l'assistance d'une façon significative

Source : FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

ZONE

ANOMALIES ACTUELLES

ANOMALIES PROJÉTÉES

National

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Dégradation de la situation sécuritaire malgré la stabilisation actuelle • Déplacements de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays • Diminution de la production agricole et vivrière suite au conflit qui empêche l'accès aux terres de cultures • Détérioration des moyens d'existence et des revenus des ménages • Contraintes à l'accès humanitaire • Augmentation significative des prix des produits d'origines animales • Baisse de flux de céréales • Diminution des approvisionnements des marchés | <ul style="list-style-type: none"> • Persistance du conflit intercommunautaire qui pourrait se poursuivre entre des groupes armés • Poursuite des déplacements • Poursuite de la baisse des flux de céréales par rapport à la moyenne avec l'insécurité et le mauvais état des routes • Augmentation des prix des produits vivriers suite à une baisse des approvisionnements entravés par l'insécurité • Difficultés d'accès aux aliments suite à des prix élevés avec l'approche de soudure et aux contraintes d'accès humanitaires |
|---|--|

<i>Populations déplacées, retournées et familles d'accueil du Nord-Ouest, du Centre, et Sud-Ouest du pays</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des personnes déplacées dans les familles d'accueil et dans des sites • Perte des moyens d'existence et du pouvoir d'achat de produits de consommation • Baisse significative de la consommation alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des déplacés • Diminution d'approvisionnements des marchés situés dans les zones de conflits • Augmentation continue des prix • Pauvre consommation alimentaire
---	--	--

PERSPECTIVE PROJETÉE JUSQU'EN SEPTEMBRE 2016

Les élections présidentielles et législatives organisées dans le pays ont suscité de l'espoir manifesté par une accalmie sécuritaire observée depuis la fin décembre 2015. Selon la situation humanitaire mise à jour en février 2016 par OCHA, le nombre de personnes déplacées passe de 469 300 personnes en décembre 2015 à 458 000 personnes en janvier 2016 et 435 165 personnes en février 2016, soit des diminutions variant entre 5 et 7 pour cent en février 2016. L'accès humanitaire est limité pour les déplacées situés dans les enclaves (comme PK5 à Bangui) et pour les ménages vivant hors de Bangui à cause des groupes armés contrôlant les routes et les menaces contre les acteurs humanitaires dont plusieurs ont arrêté les distributions d'assistances aux personnes déplacées dans les provinces.

Les disponibilités alimentaires dans le pays continuent de subir les effets de la crise sécuritaire. Selon les résultats préliminaires de l'évaluation des cultures vivrières et de la sécurité alimentaire de la FAO, la production vivrière est en baisse de deux années consécutives. Les résultats de la campagne agricole 2015 sont similaires à ceux de l'année passée qui étaient déficitaires de 58 pour cent par rapport aux campagnes antérieures à la crise sécuritaire alors que 75 pour cent de la population est dépendante de la production agricole pour leur alimentation et pour leur revenu. Cette détérioration engendre des baisses de stock des ménages, des revenus tirés de la vente des produits agricoles et de la main d'œuvre agricole, et de la consommation alimentaire pour les ménages pauvres. L'installation de la période de soudure sera précoce cette année, en mars au lieu de mai/juin comme en année moyenne. L'accès alimentaire sera particulièrement difficile pour ces ménages pauvres en plus des déplacées, retournées, et les ménages hôtes.

L'insécurité civile prévalant dans le pays se traduit par une perturbation des flux internes et externes des produits vivriers avec des impacts significatifs sur les prix à la consommation. Sur le marché de Bangui, situé en zone de production de maïs et de manioc, les prix de ces produits commencent à se situer à leur niveau d'avant la crise suite à une production suffisante au tour de Bangui et des difficultés d'exportation vers l'intérieur et à l'extérieur du pays. Toutefois, les prix de l'arachide ont plus que doublé par rapport à leur niveau avant la crise. Les prix des protéines d'origines animales sont en train de flamber à cause de la réduction des effectifs d'animaux suite aux pillages et au dysfonctionnement des flux internes concernant les produits animaux selon la FAO. Cela va se traduire par un accès normal du manioc et du maïs à Bangui et un déficit de consommation des produits d'origine animale.

Selon les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence conduite en septembre 2015 par la FAO et le PAM, les ménages cultivent principalement du manioc (68 pour cent) car il peut rester dans la terre sans être récolté qui le convient à des situations d'insécurité et de déplacements. L'enquête confirme une mauvaise disponibilité en produits agricoles en 2016 en raison de l'installation tardive des pluies, une insuffisance d'accès aux semences et une baisse significative des superficies mises en valeur.

Les ménages des personnes déplacées et des familles hôtes sont en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) en février 2016 et le resteront jusqu'en septembre 2016 suite à un déficit alimentaire qui va durer plus que d'habitude à cause d'une installation précoce de la période de soudure. Ces ménages seront rejoints dans la situation alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) par d'autres ménages pauvres résidents dépendants des moyens d'existence agricoles qui sont perdus suite à l'insécurité. En outre, la crise sécuritaire en Centrafrique se manifeste aussi par des conflits liés à la transhumance entre les agriculteurs et les éleveurs. Les pillages sur les animaux et la perturbation et l'interruption des corridors traditionnels de la transhumance affectent les moyens d'existence des éleveurs et diminuent leurs revenus et leur consommation alimentaire.